

RAPPORT N° 2024/6-15
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET

ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE DEUX ESPACES DESTINES A DES RESTAURANTS MOBILES (TYPE FOOD TRUCK) SUR LE PARC TECHNOR A SAINTE-CLOTILDE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Souhaitant promouvoir de nouveaux services sur son territoire, la CINOR a aménagé deux emplacements destinés à accueillir des restaurants mobiles (type food truck) sur le site de TECHNOR.

Une consultation sous forme de procédure simplifiée a été initiée le 30 août 2024 en vue de l'attribution de ces emplacements dans le cadre d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire d'une durée de 3 ans, conformément d'une part à l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017, modifiant les articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) et obligeant à la mise en concurrence, et d'autre part à l'article 10.1 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

La CINOR a proposé pour le lot 1, un emplacement de 38.5 m² et pour le lot 2 un emplacement de 26.25 m². Chacun des emplacements dispose d'une grande plateforme destinée à la mise en place de tables et de chaises pour une restauration sur place de la clientèle. Les prestations attendues ont pour objectifs communs de proposer un service de restauration variées, d'offrir un accueil de qualité et d'offrir une étendue de plages horaires d'ouverture tout en ayant une démarche écologique et environnementale.

Pour le lot 1, à l'issue de cette consultation, une seule candidature a été reçue, l'entreprise individuelle « **Entreprise Sophie MAILLOT** » représentée par Madame Sophie MAILLOT.

Suite aux demandes de rachat de candidature et de précisions en date des 14 octobre, 24 octobre 2024 et du 14 novembre 2024, le candidat a remis l'ensemble des pièces demandées et a précisé son offre.

Les précisions transmises par le candidat concernant les caractéristiques du véhicule utilisé ne correspondent pas aux exigences du cahier des charges. Le candidat s'est toutefois engagé à effectuer les démarches nécessaires et obligatoires auprès de la ville de Saint-Denis afin d'obtenir une autorisation préalable couvrant l'installation de son module. Cependant aucun récépissé de dépôt de demande auprès de la ville n'a été fourni dans sa dernière correspondance actant sa démarche. (Cf. rapport joint en annexe).

L'analyse de l'offre du **lot 1** a fait apparaître sur le plan technique, que l'organisation des moyens humains, les moyens matériels, la qualité et la variété des menus proposés étaient conformes au cahier des charges. L'entreprise individuelle « **Entreprise Sophie MAILLOT** » présente les capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes pour exécuter la prestation de service.

Sur le plan financier, ce candidat s'engage à verser, en sus de la redevance fixe qui s'élève à **855 € par mois**, une redevance variable sur son chiffre d'affaires annuel de **1%** pour chaque année.

Au vu des chiffres d'affaires prévisionnels sur la durée du contrat, il peut être escompté une redevance variable annuelle de l'ordre de 1790 € pour la 1^{ère} année, 1980 € pour la 2^{ème} année et 2176 € à la 3^{ème} année, à laquelle s'ajoutent à laquelle s'ajoutent 855 € de part fixe mensuelle, soit une redevance totale annuelle (fixe + variable) de l'ordre de 34 161 € sur 3 ans (1035 € par mois environ en tenant compte des 3 mois de franchise).

Pour le lot 2, à l'issue de cette consultation, une seule candidature a été reçue, l'entreprise individuelle « **SOS GOUTE** » représentée par Madame Prémila VARDAPIN.

Suite à la demande de rachat de candidature et de précisions en date des 14 octobre 2024, 24 octobre 2024 et du 14 novembre 2024, le candidat a remis l'ensemble des pièces de candidature demandées et a précisé son offre. Celle-ci est recevable et a été analysée (cf. rapport joint en annexe).

L'analyse de l'offre du **lot 2** a fait apparaître sur le plan technique, que l'organisation des moyens humains, les moyens matériels, la qualité et la variété des menus proposés étaient conformes au cahier des charges. L'entreprise individuelle

Accusé de réception en préfecture
24/12/2024
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

« SOS GOUTE » présente les capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes pour exécuter la prestation de service.

Sur le plan financier, ce candidat s'engage à verser, en sus de la redevance fixe qui s'élève à **765 € par mois**, une redevance variable sur son chiffre d'affaires annuel de **1 %** pour la première année, **2 %** pour deuxième et **3 %** pour la troisième année.

Au vu des chiffres d'affaires prévisionnels sur la durée du contrat, il peut être escompté une redevance variable annuelle de l'ordre de 600 € pour le 1^{ère} année, 1500 € pour la 2^{ème} année et 2490 € à la 3^{ème} année, à laquelle s'ajoutent 765 € de part fixe mensuelle, soit une redevance totale annuelle (fixe + variable) de l'ordre de 29 835 € sur 3 ans (828 € par mois environ en tenant compte des 3 mois de franchise).

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'installation et l'exploitation d'un restaurant mobile, objet des lots 1 et 2,
- autoriser le Président à signer le contrat relatif à la concession de service du lot 1 avec l'entreprise individuelle « Entreprise Sophie MAILLOT » représentée par Madame Sophie MAILLOT et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre, sous réserve de fournir les autorisations réglementaires nécessaires.
- autoriser le Président à signer le contrat relatif à la concession de service du lot 2 avec l'entreprise individuelle « SOS GOUTE » représentée par Madame Prémila VARDAPIN et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The stamp is circular with the text "C.I.N.O.R." at the top, "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion" in the center, and "Département de la Réunion" at the bottom, flanked by two small stars.

**DECISION N° 2024/6-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET

ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE DEUX ESPACES DESTINES A DES RESTAURANTS MOBILES (TYPE FOOD TRUCK) SUR LE PARC TECHNOR A SAINTE-CLOTILDE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-15 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-15-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de la concession de service valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'installation et l'exploitation d'un restaurant mobile, objets des lots 1 et 2.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le contrat relatif à la concession de service du lot 1 avec l'entreprise individuelle « Entreprise Sophie MAILLOT » représentée par Madame Sophie MAILLOT et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre, sous réserve de fournir les autorisations réglementaires nécessaires.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le contrat relatif à la concession de service du lot 2 avec l'entreprise individuelle « SOS GOUTE » représentée par Madame Prémila VARDAPIN et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 12 3 DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion